COLLOQUE SUR LE SUJET: « LE DROIT DE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE
AVANCÉE »

Le 8 novembre 1976, a eu lieu un colloque organisé par la Section de la théorie de l'État et du Droit à l'Institut de l'État et de Droit de l'Académie Polonaise des Sciences. A ce colloque ont pris part les représentants de la science et de la pratique juridiques de Varsovie, de Wrocław, de Toruń, de Lublin et de Poznań.

Le colloque avait pour but de débattre les résultats jusqu'ici obtenus des travaux de recherche sur le droit de la société socialiste avancée en Pologne, qui rentrent dans le cadre du problème fondamental des bases théoriques de l'édification de la société socialiste avancée en Pologne populaire. C'était en même temps la dernière rencontre consacrée à la conceptualisation des recherches concernées.

La discussion a porté sur les rapports suivants:

- 1) professeur agrégé dr J. Romul: *Le modèle de droit de la société socialiste avancée et les voies à suivre pour l'atteindre;*
- 2) professeur dr W. Skrzydło et dr A. Bałaban: *Les traits caractéristiques du processus de formation du droit dans la société socialiste avancée;*
- 3) professeur dr W. Lang: *Le droit de la société socialiste avancée et le droit des États capitalistes hautement évolués sur le plan économique.*

Les débats étaient présidés par le professeur dr A. Łopatka.

La thèse maîtresse du rapport de J. Romul est que la Pologne est un État qui se trouve à l'étape de l'édification d'une société socialiste avancée. Un lien indissoluble unit le droit et la politique du parti et de l'État, politique qui s'applique à mettre en oeuvre les intérêts des travailleurs, devient un stimulant efficace des processus sociaux et économiques progressistes, un moyen de formation des droits et devoirs des citoyens — politique qui remplit d'importantes fonctions d'organisation et qui consolide les modèles socialistes de comportement humain.

L'auteur est parti dans ses développements de l'état existant du droit en Pologne, en donnant au début une appréciation du modèle du droit existant. En prenant position sur le grief fréquemment formulé de l'inadéquation du droit au modèle postulé, il a indiqué que l'État socialiste offre des conditions favorables à la satisfaction du voeu de l'adéquation du droit à son modèle idéologique et à la pratique sociale. L'auteur estime que le voeu d'adéquation du système de droit aux besoins de la société socialiste avancée doit être considéré comme une directive adressée aussi bien à l'auteur qu'à l'interprète du droit.

Dans la dernière partie de son rapport, l'auteur a essayé de définir les caractéristiques qui doivent être celles du droit dans la société socialiste avancée ainsi que d'indiquer les moyens à utiliser pour obtenir ces caractéristiques souhaitables. Il a consacré beaucoup d'attention à la nécessité d'élaboration d'une théorie développée des sources de droit, qui est une base indispensable déterminant le modèle de droit et les voies à suivre pour l'atteindre.

A. Bałaban a exposé les thèses principales du rapport consacré aux traits caractéristiques propres au processus de formation du droit. Ce processus est entendu comme une activité humaine voulue, exercée dans le cadre des lois objectives du développement social, qui sont déterminées par le degré actuel du développement des forces et des moyens de production. Après avoir exposé le rôle déterminant de l'infrastructure dans le processus de la formation du droit, il a parlé du rôle des initiatives sociales en ce qui concerne la réglementation des différentes matières et a analysé ensuite le rôle de différents organes de l'État dans le processus de la formation du droit. Les auteurs du rapport ont souligné la nécessité de planifier l'activité législative. Ils ont également postulé une réglementation d'ensemble des travaux qui aboutissent à l'adoption d'un acte normatif. Ils ont consacré beaucoup d'attention à la question des sources de droit. A la fin, ils ont souligné que les recherches seront poursuivies dans les années à venir et auront pour but d'éliminer les déficiences du processus de la formation du droit qui sont signalées depuis des années dans les travaux scientifiques.

Au début de son intervention, W. Lang a exposé les mises au point théoriques et méthodologiques de son rapport. Il a déclaré qu'à présent il n'est plus spécialement difficile d'indiquer, comme objet d'analyse, les systèmes juridiques des États capitalistes hautement évolués sur le plan économique, tandis qu'il est assez compliqué de définir, en tant qu'objet d'études comparatistes, le droit de la société socialiste avancée, du fait que seule l'Union Soviétique est actuellement un État à société socialiste complètement évoluée. Les autres États socialistes se trouvent à l'étape de l'édification de la société socialiste avancée. Cherchant à éviter une approche statique de l'objet de recherche, autrement dit à ne pas limiter la recherche à une analyse comparée du droit des États capitalistes hautement évolués et du droit contemporain soviétique, l'auteur propose une interprétation idéalisée et non réaliste, fondée sur les faits, du modèle de droit de la société socialiste avancée. De point de départ aux études comparatistes concernant le droit de la société socialiste avancée et du droit de l'État capitaliste hautement évolué, servira une analyse critique des théories bourgeoises de la société post-industrielle et des théories qui s'y rattachent de la convergence. Ensuite l'auteur a exposé les principales hypothèses relatives aux tendances fondamentales d'évolution du droit de la société socialiste avancée, à savoir:

- 1) la réduction de l'objet de la régulation juridique;
- 2) la réduction de l'élément punitif dans le droit;
- 3) l'aggravation de la responsabilité juridique dans certains domaines, et notamment de la responsabilité pour l'action inintentionnelle et l'omission;
- 4) l'efficacité accrue de la régulation juridique.

Dans la discussion qui a suivi ont pris la parole le professeur S. Zawadzki, le professeur agrégé K. Działocha, le professeur agrégé H. Rot, le directeur R. Orzechowski et le professeur A. Łopatka.

Les discutants ont souligné que les recherches doivent revêtir un double caractère: comparatiste et prévisionnel. Par ailleurs, ils ont indiqué que les recherches doivent tenir compte de l'expérience de la Pologne et des autres pays socialistes.

Ils ont mis en relief la nécessité de synchroniser les recherches sur le droit avec celles menées sur l'État et la société, puisque les caractéristiques du droit sont déterminées par celles de la société et de l'État. On a proposé de montrer les changements que subira le système de droit, quelles seront les nouvelles branches du droit, et quelles seront les modifications de la matière de la régulation juridique. La thèse du professeur Lang sur la réduction de l'objet de la régulation juridique a suscité des doutes, tandis que la proposition soumise par Andrzej Bałaban de changements dans le processus de la formation du droit a semblé insuffisante.

En outre, les discutants ont attiré l'attention sur les éléments suivants dont il faudra tenir compte dans les recherches futures: 1) l'état juridique actuellement en vigueur et son analyse; 2) les documents émanant du parti et de l'État; 3) les pronostics concernant notre société et le monde entier; 4) les matériaux non juridiques; 5) la concrétisation du système des valeurs et la démonstration du développement d'un tel système dans la société socialiste avancée; 6) l'influence de l'État sur la formation d'actes internationaux, l'importance des actes internationaux tel que l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Les auteurs se sont engagés à tenir compte des remarques faites au cours de la discussion dans leurs rapports qui doivent être achevés en 1979.

Anna Szklennik